

**CONVENTION POUR LA GESTION DES AIDES A L'HABITAT PRIVE
ENTRE LE DEPARTEMENT DES PYRENEES-ATLANTIQUES
ET L'AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT
(gestion des aides par l'ANAH - instruction et paiement)**

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment l'article L. 321-1-1,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,
Vu le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées,
Vu la délibération du conseil général du 13 décembre 2004 adoptant les conditions et le montant des aides directes à l'habitat privé,
Vu la délibération du conseil général du 31 janvier 2005 autorisant le président à conclure avec l'Etat la convention de délégation de compétence, et avec l'ANAH la présente convention de gestion,
Vu la convention de délégation de compétence du 15/02/2005 conclue entre le délégataire et l'Etat en application de l'article L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation (CCH),

La présente convention est établie entre :

le Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques, représenté par Monsieur Jean-Jacques LASSERRE, président, et dénommé ci-après « le délégataire »

et

l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra – 75001 PARIS, représentée par Monsieur Serge CONTAT, Directeur général, agissant dans le cadre des articles R. 321-1 et suivants du CCH, et dénommée ci-après « ANAH » .

Il a été convenu ce qui suit :

OBJET DE LA CONVENTION

La politique locale de l'habitat privé mise en œuvre par l'Etat et le Département vise à :

- conforter l'offre locale de logement locatif afin de faire face aux besoins d'habitat des populations,
- assurer la diversité de l'offre dans un contexte foncier et immobilier de renchérissement des coûts, et de difficulté d'accès au marché locatif pour les ménages à ressources faibles et moyennes,

- améliorer les conditions de logement des ménages locataires et des propriétaires occupants, et traiter dans ce cadre l'insalubrité et l'indignité de l'habitat,
- mettre en œuvre localement le plan de cohésion sociale du gouvernement,
- assurer une programmation de la réhabilitation et de la remise sur le marché en référence à des objectifs construits de politique locale de l'habitat.

Par la convention de délégation de compétence du 15/02/2005 conclue entre le délégataire et l'Etat en application de l'article L. 301-5-2 du CCH, l'Etat a confié au délégataire pour une durée de six ans renouvelable l'attribution des aides publiques en faveur de la rénovation de l'habitat privé et leur notification aux bénéficiaires.

Le montant des droits à engagement alloués à l'habitat privé s'établit à **33 760 000 €** pour la durée des six années de la présente convention de délégation, dont **19 000 000 €** pour les objectifs du Plan de cohésion sociale hors ingénierie, détaillés à l'article 1.1.

Pour 2005, les droits à engagement alloués à l'habitat privé s'élèvent à **5 100 000 €** incluant les aides aux propriétaires et les subventions d'études et d'ingénierie.

Dans ce cadre, les décisions d'attribution par le délégataire des aides en faveur de l'habitat privé sont prises par délégation de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat après avis de la commission locale d'amélioration de l'habitat, dans la limite des droits à engagement alloués.=

La présente convention, conclue en application de l'article L. 321-1-1 du CCH, a pour objet de déterminer les conditions de gestion des aides par l'ANAH et de fixer leurs modalités de paiement par l'Agence.

Article 1er : Objectifs et financements

§ 1.1 Objectifs qualitatifs et montant des droits à engagement

Objectifs du Plan de cohésion sociale :

OBJECTIFS DU PLAN DE COHESION SOCIALE

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	TOTAL
Loyers maîtrisés	301	406	406	406	406	301	2226
dont loyers intermédiaires	135	199	199	199	199	135	1066
dont loyers conventionnés	166	207	207	207	207	166	1160
Habitat indigne	52	128	128	128	128	52	616
Propriétaires occupants	32	93	93	93	93	32	436
Propriétaires bailleurs	20	35	35	35	35	20	180
Vacants remis sur le marché	205	205	205	205	205	205	1230
dont primes sorties de vacance	24	50	50	50	50	24	248

A titre indicatif Objectifs théoriques hors Plan de cohésion sociale :

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	TOTAL
Loyers libres	328	223	223	223	223	328	1548
dont ANAH sociale*	32	32	32	32	32	32	192
Propriétaires occupants	681	681	681	681	681	681	4086
dont "très sociaux"	442	442	442	442	442	442	2652
dont handicapés	84	84	84	84	84	84	504

* Les interventions à caractère social de l'ANAH comprennent les subventions aux locataires défavorisés, aux travaux d'adaptation pour les personnes en situation de handicap, aux propriétaires bailleurs de ressources modestes, aux organismes agréés par le Préfet pour le logement des personnes défavorisées et aux travaux de suppression des peintures au plomb.

Dispositifs opérationnels en cours ou projetés :

Montant des subventions	Etude pré opérationnelle			Suivi animation			
	Montant total	Subvention totale	2005	Montant total	Subvention totale	2005	2006
OPAH de Baxe Nafarroa	40 000 €	8 000 €	8 000 €	115 000 €	23 000 €		23 000 €
OPAH RU de Bayonne	30 490 €	15 245 €	15 245 €	150 000 €	75 000 €	75 000 €	
OPAH du Canton de Saint Pierre d'Irube	32 395 €	6 479 €	6 479 €	92 000 €	18 400 €		18 400 €
OPAH de la Communauté de commune Bidache Hasparren	32 395 €	6 479 €	6 479 €	92 000 €	18 400 €		18 400 €
OPAH de la Communauté de commune canton d'Orthez	36 000 €	7 200 €	7 200 €	105 000 €	21 000 €		21 000 €
OPAH de la Communauté de commune du canton de Garlin	30 000 €	6 000 €	6 000 €	90 000 €	18 000 €		18 000 €
PIG de la Communauté de commune Gaves et coteaux	21 270 €	7 445 €	7 445 €	64 050 €	12 810 €		12 810 €
OPAH de la Communauté de commune de Vath Vielha	30 490 €	6 098 €	6 098 €	114 335 €	22 867 €	22 867 €	
OPAH du Pays de Lacq	40 000 €	8 000 €	8 000 €	92 000 €	18 400 €		18 400 €
TOTAL	293 040 €	70 946 €	70 946 €	914 385 €	227 877 €	97 867 €	130 010 €

§ 1.2 Montant des droits à engagement

Le montant prévisionnel des droits à engagement alloué au délégataire, dans la limite des dotations ouvertes en loi de finance, pour l'habitat privé, incluant les aides aux propriétaires et éventuellement les subventions pour ingénierie de programme est de **33 760 000 €** pour la durée des six années de la convention conformément à la convention de délégation de compétence.

Le montant prévisionnel alloué pour l'année 2005 est de **5 100 000 €**. Le montant définitif annuel sera arrêté dans les conditions définies à l'article 4.1.

Un avenant annuel précisera l'enveloppe allouée à l'habitat privé pour les années ultérieures.

§ 1.3 Prestations d'ingénierie de programmes

Le délégataire informe dès que possible le délégué local de l'ANAH de la part du montant des droits à engagement qu'il prévoit de consacrer aux prestations d'études et de suivi animation nécessaires à la réalisation de chacune de ces opérations pour l'année considérée et pour les années suivantes dès lors qu'elles s'inscrivent dans la pluriannualité, en application des dispositions déterminées par le Conseil d'administration de l'ANAH.

Article 2 : Recevabilité des demandes d'aides - Règles d'octroi des aides attribuées sur crédits ANAH

Les règles de recevabilité, notamment relatives aux travaux subventionnables, taux de subvention, plafonds et conditions de ressources pour les propriétaires occupants, sont celles définies par la réglementation de l'Agence au 1^{er} janvier de l'année considérée (cf. liste des textes cités en annexe A de la convention de délégation de compétence).

Article 3 : Instruction, octroi et paiement des aides

§ 3.1 Instruction des aides de l'ANAH

Les dossiers de demande de subvention sont déposés au nom du Département auprès de la délégation locale de l'ANAH. Une fiche de synthèse de tout dossier déposé est transmise au délégataire par voie électronique ou par courrier.

Les demandes d'aides sont établies au moyen de formulaires édités sous la responsabilité de l'ANAH. Elles sont instruites par le délégué local de l'Agence selon la réglementation applicable à l'ANAH en tenant compte des modalités d'attribution définies à l'article 2 ci-dessus. Sont concernées les demandes d'aides relatives à des travaux qui seront exécutés sur des immeubles situés dans le ressort territorial du délégataire.

§ 3.2 Octroi des aides

3.2.1 Octroi des aides de l'ANAH

Composition de la commission locale d'amélioration de l'habitat

Le délégataire informe le délégué local de l'ANAH de l'option choisie et, le cas échéant, de la composition de la commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH). A titre transitoire, sans préjuger des modalités de composition de la commission locale d'amélioration de l'habitat, et au plus tard jusqu'au 30 juin 2005, le délégataire présidera la commission d'amélioration de l'habitat mentionnée à l'article R321-10 du CCH pour l'examen des dossiers relevant de son territoire.

Rôle de la commission locale d'amélioration de l'habitat

La commission locale d'amélioration de l'habitat émet un avis sur les demandes d'aide sur crédits ANAH.

Le délégué local assure le secrétariat de la CLAH, qui se tient dans les locaux du délégataire ou sur tout autre lieu défini par lui. Le délégué local adresse au délégataire les éléments nécessaires pour convoquer et tenir la commission. Le délégué local établit la liste des avis de la CLAH et l'adresse au délégataire.

Décision d'attribution des aides

Les décisions d'attribution des aides sont prises par le délégataire, par délégation de l'ANAH, dans la limite des droits à engagement annuels délégués et qui sont précisés dans la convention de délégation susvisée et ses avenants.

3.2.2 Notification des décisions d'attribution

Le délégué local de l'ANAH prépare les propositions de notifications correspondantes et les présente pour signature au délégataire. Celui-ci procède à la notification des décisions aux bénéficiaires et en informe le délégué local de l'ANAH.

Ces courriers comportent les logos du délégataire et de l'ANAH.

3.2.3 Tableau de bord financier

Le délégué local de l'ANAH fournit chaque mois au délégataire le tableau de bord financier relatif aux décisions d'attribution des aides permettant de suivre les consommations par rapport aux droits à engagement.

Dans la mesure où les moyens informatiques dont dispose la délégation locale le permettent, des éditions spécifiques de données analytiques ou statistiques pourront être produites par le délégué local sur demande du délégataire.

§ 3.3 Paiement des aides

Les demandes de paiement sont instruites par le délégué local de l'ANAH selon des règles identiques à celles de l'engagement. Le paiement et le mandatement de la dépense sont effectués dans les conditions fixées par la réglementation applicable à l'ANAH.

Lors de la mise en paiement des subventions, les vérifications du délégué local s'appliquent aux éléments définis à l'article 13 du Règlement général de l'Agence notamment en ce qui concerne la justification des travaux effectués qui porte sur la régularité et la conformité des factures présentées par les bénéficiaires par rapport au projet initial.

Les demandes de paiement déposées auprès du délégataire sont réorientées vers le délégué local de l'ANAH.

Les bordereaux d'ordres de paiement revêtus de la signature du délégué local valant attestation de service fait et ordre de payer sont transmis à l'agent comptable de l'ANAH. Le visa et le paiement de ces subventions sont effectués sous réserve de la disponibilité des crédits, par et sous la responsabilité de l'agent comptable.

Les pièces justificatives des paiements sont conservées par l'agent comptable de l'ANAH.

Les avis de paiement des subventions adressés aux bénéficiaires par l'ANAH comportent, comme au stade de l'engagement, les logos du délégataire et de l'ANAH et indiquent distinctement la participation de chacun.

Article 4 : Modalités de gestion des dépenses

§ 4.1 Droits à engagements

Le montant définitif annuel des droits à engagement alloué à l'habitat privé fait l'objet d'une réservation dans la comptabilité budgétaire de l'ANAH dans les conditions suivantes :

- au plus tard avant la fin mars, à titre d'avance, une première part correspondant à 50% du montant prévisionnel des droits à engagement de l'année ;
- en milieu d'année, le solde, pour atteindre le montant définitif fixé par avenant. Cet avenant reprend le montant définitif annuel destiné au parc privé par avenant à la convention de délégation de compétence.

Les droits à engagement ANAH alloués au délégataire pour l'année considérée sont gérés au nom et pour le compte de celui-ci par le délégué local de l'agence.

§ 4.2 Crédits de paiement relatifs aux prestations d'études et d'ingénierie

Le délégataire demande à l'ANAH la mise à disposition des crédits de paiement relatifs aux prestations d'études et d'ingénierie. Ceux-ci sont déterminés et versés au regard d'un certificat attestant de la réalisation effective des prestations et comportant les éléments nécessaires à la liquidation de la subvention.

L'Agence comptable s'engage à verser les fonds appelés par le délégataire dans un délai de....

§ 4.3 Reliquats de droits à engagements de l'ANAH

Les droits à engagement non consommés au terme d'une année sont remis à disposition de la délégation locale pour le compte du délégataire. Ils viennent abonder au titre de l'année suivante l'enveloppe de droits à engagement affectée à celui-ci. Le montant des droits annuels à engagement est précisé par l'avenant annuel à la convention de délégation de compétence.

Article 5 : Recours gracieux et contentieux

Le traitement des recours gracieux et contentieux formés par les bénéficiaires des subventions sur les décisions du délégataire relève de sa compétence. L'ANAH instruit pour le compte du délégataire les recours gracieux et contentieux formés par les bénéficiaires.

Article 6 : Contrôle, retrait et reversement des aides

§ 6.1 Contrôle a posteriori du respect des engagements souscrits par les bénéficiaires des aides auprès de l'ANAH

Les contrôles du respect par les bénéficiaires des subventions des engagements souscrits vis-à-vis de l'Agence et du délégataire sont effectués par l'ANAH pour son propre compte.

Les contrôles a posteriori sur le respect des engagements des bénéficiaires se font selon la politique définie par le délégué local de l'ANAH après avis de la commission locale d'amélioration de l'habitat.

Toutefois, les dispositions de l'alinéa précédent n'excluent pas des contrôles par le délégataire qui doit avertir le délégué local de l'ANAH des manquements aux obligations pouvant être décelés.

Dans le cas d'une décision prise sur la base de fausses déclarations ou de manœuvres frauduleuses, le comité restreint de l'ANAH peut prononcer les sanctions prévues à l'article R. 321-21 du CCH.

§ 6.2 Retrait et reversement des aides

Les décisions de retrait et de reversement sont prononcées par le délégataire, dans les conditions fixées à l'article R. 321-21 du CCH, sur avis de la commission locale

d'amélioration de l'habitat et notifiées au bénéficiaire de la subvention. Le délégué local en est informé.

§ 6.3 Recouvrement des sommes ayant donné lieu à décision de reversement du délégataire

Les décisions de reversement du délégataire relatives aux aides sur crédits ANAH donnent lieu à recouvrement selon les procédures en vigueur à l'ANAH.

Les titres correspondants sont émis et rendus exécutoires par le directeur général de l'ANAH. Les sommes correspondantes sont imputées au budget de l'ANAH.

Article 7 : Durée de la convention – date d'effet

La présente convention a la même durée que la convention de délégation de compétence conclue en application de l'article L. 301-5-2 du CCH. Elle prend effet et fin aux mêmes dates.

Au terme de la convention, si celle-ci n'est pas renouvelée, les engagements du délégataire pris par délégation de l'ANAH sont repris par l'ANAH.

Article 8 : Dispositions transitoires

§ 8.1 Demandes de subvention en instance au 1^{er} janvier 2005

Pour l'année 2005, sera imputé sur les droits à engagement alloués le montant des subventions attribuées par la commission d'amélioration de l'habitat aux dossiers déposés avant le 1^{er} janvier 2005 et n'ayant pas fait l'objet de décisions d'agrément avant cette date. Ce montant est estimé à 313 596 €.

§ 8.2 Documents transmis

La réalisation des documents à entête des divers financeurs est prise en charge financièrement par l'ANAH la première année de mise en œuvre de la convention.

Le bon à tirer sera soumis pour accord au délégataire.

Pour les années ultérieures, la charge sera partagée entre l'ANAH et le délégataire dans des conditions à définir par avenant.

Article 9 : Suivi et évaluation de la convention

§ 9.1 Bilan de réalisation des objectifs

L'ANAH transmet chaque trimestre au délégataire un bilan quantitatif des aides attribuées, en nombre de logements et en montants financiers, selon le tableau joint en annexe 1.

§ 9.2 Tableau de bord financier

L'ANAH transmet chaque trimestre au délégataire un tableau de bord de suivi des engagements présentant les éléments financiers suivants :

Montant des droits à engagement prévus dans la convention	Montant des droits à engagement mis en place	Montant des droits à engagement consommés
---	--	---

§ 9.3 Compte rendu financier

L'ANAH produit annuellement avant le 31 janvier un compte rendu financier de l'année écoulée, certifié par le Directeur général et l'agent comptable. Ce compte rendu retrace le nombre et le montant des dossiers engagés et des paiements effectués ainsi que le reliquat de crédits inemployés.

Un compte rendu final reprenant les mêmes éléments devra être adressé par l'ANAH au délégataire et au préfet.

§ 9.4 Rapport final d'exécution

Un rapport final d'exécution de la convention est établi par le délégué local de l'ANAH qui le porte à la connaissance de la commission locale d'amélioration de l'habitat, du délégataire et du préfet.

Article 10 : Conditions de révision

Les modifications de la présente convention seront effectuées par voie d'avenant, elles seront prises en compte pour une année civile et devront être demandées pour le 1^{er} septembre précédant leur entrée en vigueur.

Pour 2005, il est convenu entre le délégataire et l'ANAH qu'un projet d'organisation des missions d'instruction et de paiement applicable à partir du 1^{er} janvier 2006 sera conjointement élaboré. Ce projet pourra donner lieu à un avenant modifiant le mode de gestion de la délégation à partir de 2006.

L'objectif premier de la réorganisation sera de simplifier les règles d'instruction et de paiement des aides, et d'examiner les modalités de mise en place d'un guichet unique. Dans ce cadre, le délégataire pourrait demander à assurer la gestion complète des crédits ANAH à compter de 2006.

Un avenant à la présente convention sera conclu pour prendre en compte, en tant que de besoin, les dispositions du décret, restant à paraître, concernant l'attribution de subventions pour la réhabilitation de logements pris en application de la loi du 13 août 2004.

Article 11 : Conditions de résiliation

La résiliation de la convention de délégation de compétence conclue en application de l'article L. 301-5-2 du CCH entraîne de facto la résiliation de la présente convention.

Fait à Pau le 14 février et 8 avril 2005,

Le Président du Conseil général des
Pyrénées-Atlantiques

Le Directeur général de l'ANAH

Signé Jean-Jacques LASSERRE

Signé Serge CONTAT

ANNEXES

Annexe 1

Bilan trimestriel de réalisation des objectifs

Annexe 1. Bilan trimestriel de réalisation des objectifs

identification	1	ANNEE DE GESTION	NUMBER	4	
	2	PROGRAMME - CODE	CHAR	4	PLS, COPR, OPRU, OPRR, OPAH, PIG, PST, LIP, ou DIFF
	3	PROGRAMME - NUMERO	NUMBER	3	
	4	PROGRAMME - LIBELLE	CHAR	40	
ingénierie de programme	5	IDENTIFIANT DU MAITRE D'OUVRAGE	NUMBER		n° département si département n° Siren dans le cas d'une EPCI code Insee de la commune si commune
	6	DIAGNOSTIC PREALABLE	EURO		
	7	ETUDE PREOPERATIONNELLE	EURO		
	8	SUIVI ANIMATION	EURO		
	9	COORDONNATEUR	CHAR	40	Nom du coordonnateur : pour plan de sauvegarde seulement
	10	AIDE AU SYNDICAT	EURO	30	Aide au syndicat pour missions particulières : pour plan de sauvegarde seulement
nombre de logements financés	11	NB LOGEMENTS CD	NUMBER		Nombre de logements subventionnés dans les dossiers Opah Copropriétés Dégradées et plans de sauvegarde (travaux sur parties communes)
	12	NB LOGEMENTS PO	NUMBER		Nombre de logements subventionnés PO (hors dossiers Opah Copropriétés Dégradées et plans de sauvegarde travaux sur parties communes)
	13	NB LOGEMENTS PB	NUMBER		Nombre de logements subventionnés PB (hors dossiers Opah Copropriétés Dégradées et plans de sauvegarde travaux sur parties communes)
	14	PB : NB LOGEMENTS VACANTS MIS SUR LE MARCHE	NUMBER		sous ensemble de la rubrique 13
	15	PB : NB LOGEMENTS A LOYER MAITRISE	NUMBER		sous ensemble de la rubrique 13
	16	PB : NB LOGEMENTS CONVENTIONNES A L'APL	NUMBER		sous ensemble de la rubrique 13
	17	PO : NB LOGEMENTS SORTIE D'HABITAT INDIGNE	NUMBER		Sortie d'insalubrité et lutte contre le saturnisme sous ensemble de la rubrique 12
	18	PB : NB LOGEMENTS SORTIE D'HABITAT INDIGNE	NUMBER		Sortie d'insalubrité et lutte contre le saturnisme sous ensemble de la rubrique 13